

frontent. Ce qu'ils veulent tous les deux c'est la préservation de l'ordre et s'ils s'y prennent par des forces différentes, il n'est nullement dit que des possibilités de composition n'existent pas entre les deux programmes de rénovation de l'Etat belge.

Commençons par indiquer ce qui départage les deux courants. Van Zeeland, mitigé, au cours de la dernière campagne électorale, le programme qu'il avait exposé avant les élections de mai 1936 et au cours desquelles il avait préconisé l'institution des corporations. Il a maintenant parlé de la nécessité des partis politiques et a émis l'hypothèse que le parlement pourrait s'accompagner avec l'institution d'organismes à caractère consultatif, et représentants les grands courants économiques du pays. Degrelle, par contre, clame que le mal résidant dans l'existence des partis, ce qu'il faut c'est de rétablir une correspondance directe entre le peuple et les gouvernants. Le suffrage universel n'est nullement écarté et l'on se vantera même d'en être le véritable défenseur.

Il nous faudra dire un mot quant au corporatisme. Les expériences d'Italie et d'Allemagne, prouvent clairement qu'il n'y a là rien qui puisse correspondre à la réalité des situations actuelles. Le capitalisme, dans sa phase descendante et de déclin, ne peut aucunement emprunter les formes de l'organisation économique et politique propres au début de sa vie, quand il n'était pas encore parvenu à fonder son Etat sur les ruines du régime féodal. La vie économique et politique actuelle exigent une centralisation extrême du pouvoir et la dissémination d'initiatives corporatives se manifeste comme étant une impossibilité absolue. Les rodomontades de Mussolini au sujet de l'organisation corporative de l'Etat fasciste, ne pouvaient avoir d'autre but que celui de faire croire à une indépendance des différentes catégories sociales par rapport au capitalisme dont on aurait maté les excès « déraisonnables », de leur donner une illusion de pouvoir. L'existence des corporations en Italie, tout autant qu'en Allemagne d'ailleurs, s'accompagne avec l'institution d'une dictature totalitaire ne supportant ni limitation, ni même aucun contrôle.

La signification des corporations doit être cherchée ailleurs, et dans le domaine des réalités actuelles et de classes. Il fallait un succédané à l'exercice de la terreur blanche se manifestant au travers de toutes les institutions spécifiques étatiques, complétées par les organisations fascistes. Il fallait pouvoir pénétrer au sein des masses et dans les usines pour canaliser immédiatement, dans la voie de la collaboration avec le patronat, tout remous provoqué par l'antagonisme de classe. A chaque occasion, quand la répression préventive de l'Etat ne suffit pas et que le danger se présente d'une agitation embrassant des couches importantes d'ouvriers, le syndicat fasciste intervient pour prendre immédiatement la direction du mécontentement. Assisté du gendarme qui aura préalablement expurgé l'ambiance des éléments les plus avancés des ouvriers, en les consignant au Tribunal Spécial, le dirigeant du syndicat fasciste imposera la solution à donner au problème surgi et les travailleurs n'auront plus qu'à se soumettre.

En définitive ces syndicats représentent de véritables prisons où l'on parvient à faire reflouer immédiatement toute agitation ouvrière et à y donner la solution correspondante au maintien de la « paix sociale ». Leur rôle est toutefois accessoire, car l'essentiel est uniquement représenté par l'existence des organes répressifs de l'Etat et par l'anéantissement des organisations de classe du prolétariat.

Van Zeeland avait donc émis l'hypothèse d'une conciliation des deux idées : persistance des partis et leur indépendance, mais abandon de l'indépendance des organisations syndicales et de classe. Pour y parvenir il fallait obtenir non seulement l'adhésion des partis traditionnels à la nécessité de la réforme de l'Etat, mais déterminer dans toute la structure du régime une évolution permettant d'instituer la nouvelle organisation du capitalisme, permettant, en un mot, la réussite de la solution belge aux problèmes actuels.

Il est évident que l'idée de l'indépendance des partis ne peut que correspondre à l'autre de l'indépendance des organisations syndicales, mais une fois que l'on en parvient à obtenir au point de vue de la

égalité, l'incorporation des syndicats à l'Etat le pas essentiel est franchi et des possibilités se présenteront pour constituer l'Union des Belges autour d'un programme de « socialisme national ». Le P.O.B., ainsi que nous l'avons dit, a vite fait par le rattachement de Vandervelde, de reconstituer son unité sacrée autour de Van Zeeland et le parti communiste s'est pleinement rallié à la nécessité primordiale du « Front de la démocratie ». Dans son « Message au Peuple », du 18 avril, le parti communiste proclame qu'il n'est pas vrai que le Front Populaire représente une nécessité pour la Belgique (Spaak avait dit la même chose il y a un mois à peine) et que l'élection du 11 avril ouvre la voie à la constitution d'une véritable entente des Démocrates pour préserver le pays des dangers de la guerre civile. D'un autre côté le Parti Catholique subit lui aussi une profonde transformation. La voie qui peut mener à la reconstitution de l'unité catholique s'avère être fort accidentée, car en plus de la dissidence rexiste, il y a l'opposition séparant le groupe flamand du groupe gallois. Les multiples tentatives de refaire l'unité ont toutes échouées, mais l'élection du 11 avril a toutefois permis d'individualiser la tendance qui se dessine au sein des différentes organisations du Parti Catholique. Auparavant il semblait se déterminer une évolution qui aurait pu conduire à la victoire du Parti Populaire Catholique Flamand et du Parti Catholique Social, sur le dos de la Ligue des Travailleurs Chrétiens. Au cours de cette opération il aurait été possible de résoudre même le problème de la dissidence rexiste. Une telle solution ne pouvait que s'exprimer par le retour du Parti Catholique au gouvernail de l'Etat et à la reconstitution d'un gouvernement de droite contre lequel le P. O. B. aurait fait opposition. Mais alors les difficultés auraient été plus grandes pour faire passer la réforme de l'Etat et la légalisation des organisations syndicales. L'expérience des gouvernements de droite d'avant 1935 avait bien prouvé que ce n'était pas là la meilleure voie pour estomper les conflits de classe, et par rapport aux grèves des mineurs de juillet 1932, celles bien plus puissantes de juin 1936, avaient prouvé qu'il vaut mieux avoir le P.O.B. au gou-

vernement que dans l'opposition. Cela évidemment pas parce que le P. O. B. change de fonction politique suivant qu'il est ou non au gouvernement, mais parce que son action parmi les masses s'avère être bien plus efficace lorsque le gouvernement peut directement s'appuyer sur lui.

Il est évidemment plus facile de berner les ouvriers en leur faisant croire que l'on va mener la lutte contre le gouvernement de la réaction et de ce fait il est préférable de ne pas poursuivre la grève. Mais le capitalisme en est-il encore dans la possibilité de choisir les voies qui consentent le mieux l'exercice de son pouvoir ou n'en est-il pas réduit à faire ce que les situations lui permettent désormais d'obtenir ? Etouffer une grève, cela comporte évidemment de très graves inconvénients pour le P. O. B., mais l'expérience de la Belgique et de la France (surtout Cléchy), prouve que l'on y parviendra même s'il faut faire recours à l'exercice de la répression sanglante. Le P. O. B. au gouvernement, cela signifie pour les ouvriers qu'il n'y a pas d'autre salut pour leur classe que le déclenchement d'une lutte dirigée contre tous les partis, contre l'Etat capitaliste et pour sa destruction. Il n'est pas facile au prolétariat d'atteindre une vision si élevée de ses intérêts et des moyens de lutte à employer, et cela explique pourquoi le maintien du P.O.B. au gouvernement représente un élément favorable à l'étranglement des mouvements de classe, dans les conditions actuelles extrêmement tendues des rapports sociaux, mais alors que l'absence d'un parti de classe prouve que les conditions n'existent pas pour un mouvement révolutionnaire.

La solution « belge » a consisté donc en une évolution très caractérisée au sein des partis traditionnels (le Parti Libéral a connu une transformation analogue bien que moins marquée à cause du fait qu'il n'est pas relié à des organisations ouvrières, mais il a perdu son rôle précédent de facteur indispensable à la formation des anciennes équipes gouvernementales) et cette évolution a fait apparaître des points concomitants assez importants, pour que l'hypothèse ne soit émise que l'élection de Van Zeeland représente l'ouverture d'une nouvelle période dans la vie sociale du capitalisme belge. A première vue cette nouvelle période se présente sous l'aspect de la mise au rancart de tout l'ancien per-